



AXEMA





telecharger

Date de Publication : 13/04/2022

Nombre de signes : 1203

Auteur : soulard christophe

Machinisme : les constructeurs d'agroéquipements veulent être aidés



Dans une lettre ouverte au gouvernement, les constructeurs d'agroéquipement, Sedima et Axema, se déclarent « inquiets de l'escalade des difficultés auxquelles ils doivent faire face ». Les deux présidents Loïc Morel (Sedima) et Frédéric Martin (Axema) demandent aux autorités françaises et européennes « que leur soit apporté, de façon urgente, tout le soutien nécessaire pour pouvoir faire face aux enjeux alimentaires majeurs encore renforcés par la crise en Ukraine ». Les constructeurs pointent la flambée des prix de l'énergie et de l'acier. « Les tôles en acier départ Europe du Nord se négociaient en janvier 2021 à 680 euros la tonne, puis à 950 euros début janvier 2022, pour atteindre désormais des cours à 1 800 euros la tonne, avec des pointes à 2 200 euros », détaille le communiqué commun. Avec un approvisionnement renchéri et chaotique (« les délais de livraison des machines agricoles se sont allongés en moyenne de 11 semaines par rapport à une situation normale »), les trésoreries sont « mises à mal », ajoutent-ils. D'autant que la Russie et l'Ukraine qui étaient des marchés dynamiques se trouvent aujourd'hui fermés, « privant les industriels de débouchés en forte croissance ».

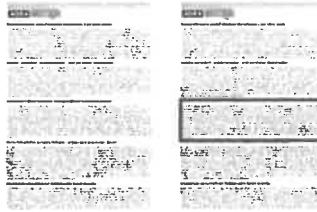
Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Quotidienne

Audience : N.C.

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : 14 avril 2022 P.1

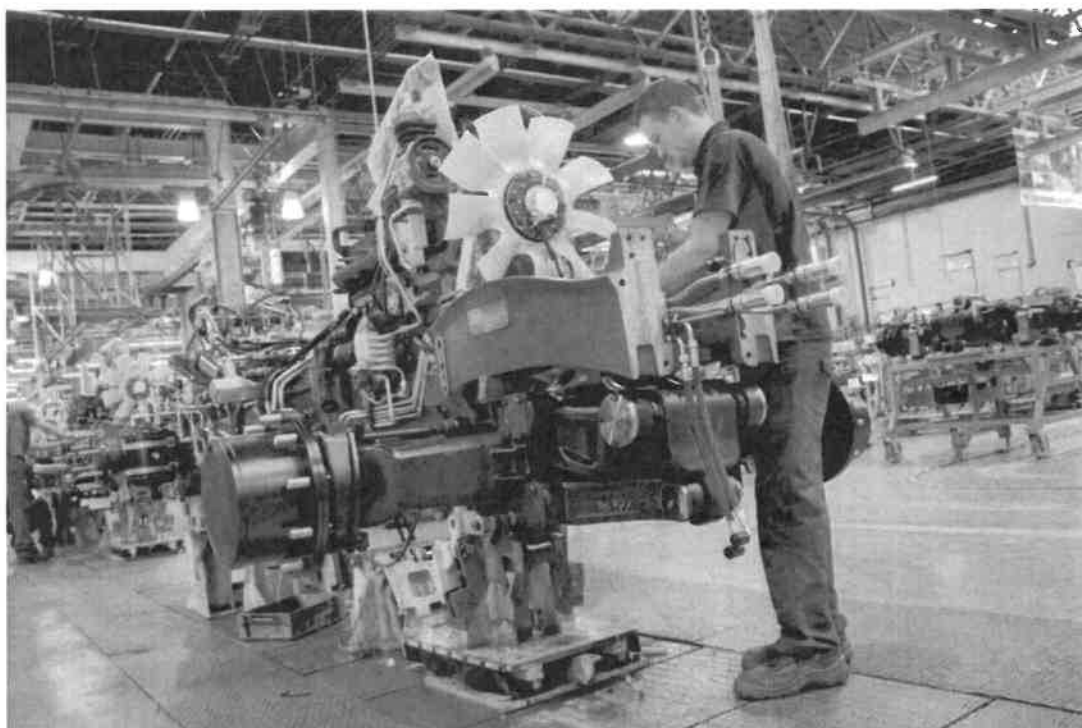
Journalistes : -

Nombre de mots : 203

Machinisme: la filière redoute une «désorganisation de la production agricole»

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent «alerter les responsables politiques français et européens» sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine. Les fédérations craignent pour leurs entreprises, à cause d'une demande qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export, mais aussi de difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. Elles craignent aussi une «désorganisation de la production agricole», en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines «par rapport à une situation normale». Selon la filière du machinisme agricole, cela «peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir». En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion.

Hausse des prix, délais de livraison - Grosses inquiétudes des constructeurs et des concessionnaires



Constructeurs et concessionnaires adressent conjointement une lettre ouverte aux pouvoirs publics sur la situation délicate que connaît le machinisme agricole

Dans une lettre ouverte adressée au gouvernement, les représentants de la filière des agroéquipements tirent la sonnette d'alarme sur une conjoncture très dégradée. L'inflation des matières premières relancée par la guerre en Ukraine et les difficultés d'approvisionnement se traduisent par une hausse inquiétante des prix des machines agricoles et des délais de livraison qui s'allongent.

© Agco

Après une année 2021 record pour la vente de matériels agricoles, 2022 ne prend pas le même chemin. Les sources d'inquiétude sont nombreuses, selon Axema et le Sedima, représentants des constructeurs et des concessionnaires. La répercussion de la hausse spectaculaire des prix des matières premières et des difficultés de production va se traduire par de nouvelles augmentations de prix des machines et des retards de livraison. Les agriculteurs déjà fortement impactés par la hausse du prix des intrants risquent de retarder leurs investissements, ce qui se traduirait par une chute des ventes de matériels. Quant à ceux qui ont déjà investi, leurs machines risquent de n'être pas livrées à temps pour la saison. Par conséquent, les acteurs de la filière demandent un soutien urgent de la part des pouvoirs publics

Lire aussi : Pénurie d'acier Jusqu'à 25 % de hausse des prix pour certains matériels agricoles

Du côté des industriels, la guerre en Ukraine a aggravé une situation déjà bien dégradée par la crise de la Covid-19. Outre une pénurie durable sur certains composants, le prix des matières premières ne cesse de grimper. « Les tôles en acier départ Europe du Nord se négociaient en janvier 2021 à 680 euros la tonne, puis à 950 euros début janvier 2022, pour atteindre désormais des cours à 1 800 euros la tonne, avec des pointes à 2 200 euros », illustre Axema. Les constructeurs sont contraints d'appliquer de nouvelles hausses de prix après celles de 10 à 15 % déjà observées en 2021. Certaines marques n'arrivent pas à répercuter la totalité de la hausse de leurs charges, mettant à mal leur trésorerie. Les entreprises présentes sur les marchés russes et ukrainiens sont particulièrement impactées, en étant privées d'un débouché en pleine croissance jusqu'en 2021.

Lire aussi : Comment évolue le prix du GNR ?

L'Union des industriels met également en avant les difficultés d'organisation de certains sites de production qui sont contraints d'allonger leurs délais de livraison « Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs. Sur certains sites de production, des centaines, voire des milliers de machines, sont stockées dans l'attente de pièces pour un assemblage final. »

La trésorerie des concessionnaires mise à mal

Les concessionnaires subissent de plein fouet les difficultés des constructeurs. Ils ont de plus en plus de mal à appliquer les hausses de prix auprès de leurs clients agriculteurs, au risque de mettre en péril leur équilibre financier. Les retards de livraison sur le matériel neuf les contraignent à trouver des solutions de substitution avec des machines d'occasion. Et surtout, « la valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs », observe le Sedima.

Machinisme : la filière redoute une « désorganisation de la production agricole »

Les représentants des fabricants et des distributeurs de machines agricoles alertent sur les conséquences des tensions sur les matières premières et les composants. Elles affectent lourdement leurs entreprises et pourraient « désorganiser » la production agricole, craignent-elles.

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent « alerter les responsables politiques français et européens » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine.

Les fédérations craignent d'abord pour leurs entreprises, à cause d'une demande en machines agricoles qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export (Ukraine, Russie). « En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€ (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de +60 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues, des semoirs et des pulvérisateurs », rapportent Axema et Sedima.

Onze semaines de retard

Les deux organisations professionnelles redoutent aussi des difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. « Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles », préviennent les fédérations.

Elles craignent aussi une « désorganisation de la production agricole », en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « par rapport à une situation normale Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs ». Selon la filière du machinisme agricole, cela « peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir ».

En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion. « La valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs », détaille le courrier.

Après-Covid, Ukraine : constructeurs et concessionnaires au bord de la rupture

Selon Axema et le Sedima, la guerre en Ukraine exacerbe la hausse des prix et les difficultés d'approvisionnement, au point de menacer les entreprises du secteur, mais aussi les agriculteurs par ricochet. En germe, une menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire.

Le prix de l'acier multiplié par trois en un an, des pénuries en composants hydrauliques et électroniques toujours plus marquées, des délais moyens de livraison de 19 semaines (contre 8 semaines en temps normal) et jusqu'à 30 semaines pour les tracteurs, l'impossibilité de garantir des prix et des délais de livraison, une inflation qui confine à l'insoutenable : telle est l'alerte lancée par les organisations représentatives des industriels (Axema) et des distributeurs (Sedima) de la filière agroéquipements.

"La non-livraison des matériels commandés à la date initialement prévue peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir"

Quand on sait qu'il y a parfois moins d'atomes crochus entre ces deux syndicats qu'entre un crochet d'attelage reliant un tracteur et une benne, l'initiative commune ajoute à la gravité ambiante. « *La non-livraison des matériels commandés à la date initialement prévue peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir, dans un contexte de crise alimentaire liée à la guerre en Ukraine : semer, récolter, vendanger, c'est tout une récolte qui peut être compromise* », écrivent les deux organisations dans une lettre ouverte au gouvernement.

Un risque de désorganisation

La guerre en Ukraine a achevé d'exacerber une situation déjà sous très forte tension induite par la reprise économique mondiale en 2021, provoquant une hausse des tarifs des matériels comprise entre 10% et 15%, et succédant à une année d'atonie due la pandémie de Covid-19. Outre les difficultés d'approvisionnement, les constructeurs subissent la perte de débouchés en Ukraine et en Russie, qui représentent 4% de la valeur des exportations d'agroéquipements fabriqués en France (166 millions d'euros). La menace pèse aussi sur certains actifs stratégiques présents dans ces pays.

Du côté des concessionnaires, les dates de livraison à rallonge ont pour effet de déprécier la valeur des reprises, sinon de les contraindre à trouver des solutions alternatives de prêt complexes et coûteuses, le tout impactant « *lourdement* » l'équilibre financier des entreprises. « *La trésorerie des entreprises est mise à mal, alors que beaucoup d'entre elles n'ont pas réussi à répercuter les hausses de coûts dans leurs prix en 2021 (...)* Tous ces impacts ne manqueront pas à court terme d'engendrer un fort recul des ventes et désorganisera la production agricole », conclut la lettre.

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : N.C.

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : 15 avril 2022 P.5

Journalistes : -

Nombre de mots : 197

Au fil de l'actualité

Machinisme : la filière redoute une « désorganisation de la production agricole »

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent « *alerter les responsables politiques français et européens* » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine. Les fédérations craignent pour leurs entreprises, à cause d'une demande qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export, mais aussi de difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. Elles craignent aussi une « *désorganisation de la production agricole* », en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « *par rapport à une situation normale.* » Selon la filière du machinisme agricole, cela « *peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir.* » En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs.

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : N.C.

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture

Edition : 15 avril 2022 P.5

Journalistes : -

Nombre de mots : 224

■ **Machinisme : la filière redoute une « désorganisation de la production agricole »**

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent « alerter les responsables politiques français et européens » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine. Les fédérations craignent pour leurs entreprises, à cause d'une demande qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export, mais aussi de difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. Elles craignent aussi une « désorganisation de la production agricole », en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais sont allongés en moyenne de 11 semaines « par rapport à une situation normale ». Selon la filière du machinisme agricole, cela « peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir ». En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion.

Guerre en Ukraine Face à la flambée des prix, constructeurs et concessionnaires appellent à l'aide



L'Axema et le Sedima expriment leurs inquiétudes dans une lettre ouverte au gouvernement (©Pixabay)

0 0

Flambée des prix des matières premières, pénuries, allongement des délais de livraison mettent en difficulté les acteurs du machinisme agricole, des constructeurs aux agriculteurs, en passant par les distributeurs. Cette situation met en péril toute la filière. Le syndicat des constructeurs (Axema) et celui des distributeurs (Sedima) ont donc rédigé une lettre ouverte au gouvernement, demandant un soutien face à cette situation inédite.

Axema et le Sedima, syndicats des constructeurs et distributeurs de matériel agricole, souhaitent **alerter les responsables politiques** français et européens.

Ils demandent que leur soit apportée en urgence une aide pour faire face aux enjeux alimentaires qui se profilent :

« Si 2021 s'est refermée sur un record de ventes de machines agricoles, en France comme dans le reste de l'Europe, cette année aura néanmoins été marquée par la **flambée des prix** de l'acier, la pénurie de composants, hydrauliques et électroniques notamment, et de grandes difficultés d'approvisionnement.

Les constructeurs d'agroéquipements espéraient un retour à la normale pour 2022, mais la guerre en Ukraine a stoppé net ces espoirs de normalisation de la situation post-pandémique. Les prix des matières premières sont repartis dramatiquement à la hausse dès le 24 février et désormais, les **prix des métaux et de l'énergie battent tous les records**. Les tôles en acier départ Europe du Nord se négociaient en janvier 2021 à 680 euros la tonne, puis à 950 euros début janvier 2022, pour atteindre

désormais des cours à 1 800 euros la tonne, avec des pointes à 2 200 euros.

Les fournisseurs des industriels, eux-aussi dépendants de chaînes d'approvisionnement largement perturbées, ne sont plus en mesure de garantir prix et délais, et appliquent des hausses de prix sans préavis, à leurs clients qui sont contraints de répercuter à leur tour, en tout ou partie.

L'onde de choc secoue l'ensemble de la chaîne de valeur, et chaque maillon de cette chaîne subit cette crise sans précédent, qu'il soit fournisseur de matières premières, industriel, distributeur ou agriculteur. C'est pourtant bien cette filière dans son intégralité qui est en charge d'assurer l'autonomie alimentaire française et européenne, reconnue désormais comme stratégique.

Dans ce contexte, les industriels sont extrêmement inquiets de l'escalade des difficultés auxquelles ils doivent faire face :

La flambée des prix de l'énergie et de l'acier qui les contraint à de nouvelles hausses de prix, après les fortes augmentations déjà passées l'année dernière (+ 10 à + 15 % en moyenne). Cette hausse phénoménale des prix n'est toujours pas suffisante, et de nouvelles augmentations sont aujourd'hui appliquées. Nos entreprises s'interrogent sur la soutenabilité d'une telle inflation et craignent son effet récessif ;

La trésorerie des entreprises est mise à mal, alors que beaucoup d'entre elles n'ont pas réussi à répercuter les hausses de coûts dans leurs prix en 2021. Elles sont aujourd'hui dans une situation critique et doivent avancer des fonds pour assurer leurs approvisionnements, tout en facturant de plus en plus tard. Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine privent les industriels de débouchés en forte croissance. En 2021, ils ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€ (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de + 60 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues, des semoirs et des pulvérisateurs. Au-delà de cet impact commercial, plusieurs entreprises disposent en Ukraine et en Russie d'actifs stratégiques en danger : des hommes en premier lieu, des sites de production, des filiales commerciales, des fournisseurs-clés... ;

Avec ce conflit, les difficultés d'approvisionnements se sont exacerbées et les plannings de production se heurtent désormais à l'imprévisibilité des livraisons, retardées, voire annulées. En conséquence de cette désorganisation, les délais de livraison des machines agricoles se sont allongés en moyenne de 11 semaines par rapport à une situation normale (source : Enquête de conjoncture Axema, 17-31 janvier 2022). Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs. Sur certains sites de production, des centaines, voire des milliers de machines, sont stockées dans l'attente de pièces pour un assemblage final.

Par voie de conséquence, les distributeurs et concessionnaires sont violemment affectés par cette situation :

Les hausses des prix d'achat des matériels si elles ne sont pas répercutées en totalité aux agriculteurs, impacteront lourdement l'équilibre financier des distributeurs ;

Ces augmentations détériorent aussi la relation de confiance entre distributeurs et agriculteurs, construite sur le long terme et essentielle à la bonne vie des affaires,

Les dates de livraison non tenues obligent les distributeurs à trouver des solutions alternatives complexes et coûteuses pour fournir le cas échéant aux agriculteurs du matériel d'occasion en attente de la livraison,

De manière plus générale, la non-livraison des matériels commandés à la date initialement prévue peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir, dans un contexte de crise alimentaire liée à la guerre en Ukraine : semer, récolter, vendanger, c'est tout une récolte qui peut être compromise.

Par ailleurs, la valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs.

Tous ces impacts ne manqueront pas à court terme d'engendrer un **fort recul des ventes** et désorganisera la production agricole.

Face à cette situation inédite et grave, l'ensemble de la filière, industriels, distributeurs, et agriculteurs, souhaite alerter les responsables politiques français et européens.

Ils demandent que leur soit apporté, de façon urgente, tout le soutien nécessaire pour pouvoir faire face aux enjeux alimentaires majeurs encore renforcés par la crise en Ukraine. »

Guerre en Ukraine Face à la flambée des prix, constructeurs et concessionnaires appellent à l'aide

Flambée des prix des matières premières, pénuries, allongement des délais de livraison mettent en difficulté les acteurs du machinisme agricole, des constructeurs aux agriculteurs, en passant par les distributeurs. Cette situation met en péril toute la filière. Le syndicat des constructeurs (Axema) et celui des distributeurs (Sedima) ont donc rédigé une lettre ouverte au gouvernement, demandant un soutien face à cette situation inédite.

Axema et le Sedima, syndicats des constructeurs et distributeurs de matériel agricole, souhaitent **alerter les responsables politiques** français et européens.

Ils demandent que leur soit apportée en urgence une aide pour faire face aux enjeux alimentaires qui se profilent :

« Si 2021 s'est refermée sur un record de ventes de machines agricoles, en France comme dans le reste de l'Europe, cette année aura néanmoins été marquée par la **flambée des prix** de l'acier, la pénurie de composants, hydrauliques et électroniques notamment, et de grandes difficultés d'approvisionnement.

Les constructeurs d'agroéquipements espéraient un retour à la normale pour 2022, mais la guerre en Ukraine a stoppé net ces espoirs de normalisation de la situation post-pandémique. Les prix des matières premières sont repartis dramatiquement à la hausse dès le 24 février et désormais, les **prix des métaux et de l'énergie battent tous les records**. Les tôles en acier départ Europe du Nord se négociaient en janvier 2021 à 680 euros la tonne, puis à 950 euros début janvier 2022, pour atteindre désormais des cours à 1 800 euros la tonne, avec des pointes à 2 200 euros.

Les fournisseurs des industriels, eux-aussi dépendants de chaînes d'approvisionnement largement perturbées, ne sont plus en mesure de garantir prix et délais, et appliquent des hausses de prix sans préavis, à leurs clients qui sont contraints de répercuter à leur tour, en tout ou partie.

L'onde de choc secoue l'ensemble de la chaîne de valeur, et chaque maillon de cette chaîne subit cette crise sans précédent, qu'il soit fournisseur de matières premières, industriel, distributeur ou agriculteur. C'est pourtant bien cette filière dans son intégralité qui est en charge d' **assurer l'autonomie alimentaire française et européenne**, reconnue désormais comme stratégique.

Dans ce contexte, les industriels sont extrêmement inquiets de l'escalade des difficultés auxquelles ils doivent faire face :

La flambée des prix de l'énergie et de l'acier qui les contraint à de nouvelles hausses de prix, après les fortes augmentations déjà passées l'année dernière (+ 10 à + 15 % en moyenne). Cette hausse phénoménale des prix n'est toujours pas suffisante, et de nouvelles augmentations sont aujourd'hui appliquées. Nos entreprises s'interrogent sur la soutenabilité d'une telle inflation et craignent son effet récessif ;

La trésorerie des entreprises est mise à mal, alors que beaucoup d'entre elles n'ont pas réussi à répercuter les hausses de coûts dans leurs prix en 2021. Elles sont aujourd'hui dans une situation critique et doivent avancer des fonds pour assurer leurs approvisionnements, tout en facturant de plus en plus tard. Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine privent les industriels de débouchés en forte croissance. En 2021, ils ont exporté en

Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€ (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de + 60 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues, des semoirs et des pulvérisateurs. Au-delà de cet impact commercial, plusieurs entreprises disposent en Ukraine et en Russie d'actifs stratégiques en danger : des hommes en premier lieu, des sites de production, des filiales commerciales, des fournisseurs-clés ;

Avec ce conflit, les difficultés d'approvisionnements se sont exacerbées et les plannings de production se heurtent désormais à l'imprévisibilité des livraisons, retardées, voire annulées. En conséquence de cette désorganisation, les délais de livraison des machines agricoles se sont allongés en moyenne de 11 semaines par rapport à une situation normale (source : Enquête de conjoncture Axema, 17-31 janvier 2022). Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs. Sur certains sites de production, des centaines, voire des milliers de machines, sont stockées dans l'attente de pièces pour un assemblage final.

Par voie de conséquence, les distributeurs et concessionnaires sont violemment affectés par cette situation :

Les hausses des prix d'achat des matériels si elles ne sont pas répercutées en totalité aux agriculteurs, impacteront lourdement l'équilibre financier des distributeurs ;

Ces augmentations détériorent aussi la relation de confiance entre distributeurs et agriculteurs, construite sur le long terme et essentielle à la bonne vie des affaires,

Les dates de livraison non tenues obligent les distributeurs à trouver des solutions alternatives complexes et coûteuses pour fournir le cas échéant aux agriculteurs du matériel d'occasion en attente de la livraison,

De manière plus générale, la non-livraison des matériels commandés à la date initialement prévue peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir, dans un contexte de crise alimentaire liée à la guerre en Ukraine : semer, récolter, vendanger, c'est tout une récolte qui peut être compromise.

Par ailleurs, la valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs.

Tous ces impacts ne manqueront pas à court terme d'engendrer un **fort recul des ventes** et désorganisera la production agricole.

Face à cette situation inédite et grave, l'ensemble de la filière, industriels, distributeurs, et agriculteurs, souhaite alerter les responsables politiques français et européens.

Ils demandent que leur soit apporté, de façon urgente, tout le soutien nécessaire pour pouvoir faire face aux enjeux alimentaires majeurs encore renforcés par la crise en Ukraine. »

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : N.C.

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : 15 avril 2022 P.24

Journalistes : -

Nombre de mots : 201

Machinisme : les constructeurs d'agroéquipements veulent être aidés

Dans une lettre ouverte au gouvernement, les constructeurs d'agroéquipement, Sedima et Axema, se déclarent « inquiets de l'escalade des difficultés auxquelles ils doivent faire face ». Les deux présidents Loïc Morel (Sedima) et Frédéric Martin (Axema) demandent aux autorités françaises et européennes « que leur soit apporté, de façon urgente, tout le soutien nécessaire pour pouvoir faire face aux enjeux alimentaires majeurs encore renforcés par la crise en Ukraine ». Les constructeurs pointent la flambée des prix de l'énergie et de l'acier. « Les tôles en acier départ Europe du Nord se négociaient en janvier 2021 à 680 euros la tonne, puis à 950 euros début janvier 2022, pour atteindre désormais des cours à 1 800 euros la tonne, avec des pointes à 2 200 euros », détaille le communiqué commun. Avec un approvisionnement renchéri et chaotique (« les délais de livraison des machines agricoles se sont allongés en moyenne de 11 semaines par rapport à une situation normale »), les trésoreries sont « mises à mal », ajoutent-ils. D'autant que la Russie et l'Ukraine qui étaient des marchés dynamiques se trouvent aujourd'hui fermés, « privant les industriels de débouchés en forte croissance ».

Famille du média : **Médias professionnels**

Périodicité : **Bihebdomadaire**

Audience : **N.C.**

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : **16 avril 2022 P.21-21**

Journalistes : -

Nombre de mots : **176**

■ En bref

Machinisme

■ La filière redoute une "désorganisation de la production agricole"

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent "alerter les responsables politiques français et européens" sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine. Les fédérations craignent pour leurs entreprises, à cause d'une demande qui pourrait être réduite par l'inflation et la

fermeture de marchés à l'export, mais aussi de difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. Elles craignent aussi une "désorganisation de la production agricole", en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de onze semaines. En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion.

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : 4000

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : 18 avril 2022 P.14

Journalistes : MR

Nombre de mots : 409

FRANCE

**166 M€
de machines
exportées
en Russie
et en Ukraine
en 2021**

Machinisme : la filière redoute une « désorganisation »

Les représentants des fabricants et des distributeurs de machines agricoles alertent sur les conséquences des tensions sur les matières premières et les composants. Elles affectent lourdement leurs entreprises et pourraient « désorganiser » la production agricole, craignent-elles.

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent « alerter les responsables politiques français et européens » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine.

Les fédérations craignent d'abord pour leurs entreprises, à cause d'une demande en machines agricoles qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export (Ukraine, Russie). « En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€ (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de +80 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues, des semoirs et des pulvérisateurs », rapportent Axema et Sedima.

Onze semaines de retard

Les deux organisations professionnelles redoutent aussi des difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. « Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGF sont prochainement exigibles », préviennent les fédérations.

Elles craignent aussi une « désorganisation de la production agricole », en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « par rapport à une situation normale ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs ». Selon la filière du machinisme agricole, cela « peut mettre en peril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir ».

En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion. « La valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs », détaille le courrier MR.

Axema / Sedia : Hausse des prix : constructeurs et concessionnaires tirent la sonnette d'alarme



Hausse des prix : constructeurs et concessionnaires tirent la sonnette d'alarme.

Face à l'envolée des prix du matériel et aux difficultés d'assurer les livraisons en temps et en heure, le Sedima (syndicat des concessionnaires) et l'Axema (syndicat des constructeurs) ont décidé de signer une lettre ouverte à destination du gouvernement français.

Si 2021 s'est refermée sur un **record de ventes de machines agricoles**, en France comme dans le reste de l'Europe, cette année aura néanmoins été marquée par la **flambée des prix de l'acier, la pénurie de composants, hydrauliques et électroniques** notamment, et de **grandes difficultés d'approvisionnement**.

Les constructeurs d'agroéquipements **espéraient un retour à la normale pour 2022**, mais la guerre en Ukraine a stoppé net ces espoirs de normalisation de la situation postpandémique. Les prix des matières premières sont repartis dramatiquement à la hausse dès le 24 février et, désormais, les prix des métaux et de l'énergie battent tous les records. **Les tôles en acier départ Europe du Nord se négociaient en janvier 2021 à 680 euros la tonne, puis à 950 euros début janvier 2022, pour atteindre désormais des cours à 1 800 euros la tonne, avec des pointes à 2 200 euros.**

Les fournisseurs des industriels, eux aussi dépendants de chaînes d'approvisionnement largement perturbées, ne sont plus en mesure de garantir prix et délais, et appliquent des hausses de prix sans préavis à leurs clients qui sont contraints de répercuter à leur tour, en tout ou partie.

L'onde de choc secoue l'ensemble de la chaîne de valeur, et chaque maillon de cette chaîne subit cette crise sans précédent, qu'il soit fournisseur de matières premières, industriel, distributeur ou agriculteur. C'est pourtant bien cette filière dans son intégralité qui est en charge d'assurer l'autonomie alimentaire française et européenne, reconnue désormais comme

stratégique.

Dans ce contexte, les industriels sont extrêmement inquiets de l'escalade des difficultés auxquelles ils doivent faire face :

- la flambée des prix de l'énergie et de l'acier qui les contraint à de nouvelles hausses de prix, **après les fortes augmentations déjà passées l'année dernière (+ 10 à + 15 % en moyenne)** . Cette hausse phénoménale des prix n'est toujours pas suffisante, et de nouvelles augmentations sont aujourd'hui appliquées. Nos entreprises s'interrogent sur la soutenabilité d'une telle inflation et craignent son effet récessif ;
- **la trésorerie des entreprises est mise à mal** , alors que beaucoup d'entre elles n'ont pas réussi à répercuter les hausses de coûts dans leurs prix en 2021. Elles sont aujourd'hui dans une **situation critique** et doivent avancer des fonds pour assurer leurs approvisionnements, tout en facturant de plus en plus tard. **Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités**, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles.
- **la guerre entre la Russie et l'Ukraine prive les industriels de débouchés en forte croissance. En 2021, ils ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€** (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de + 60 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues, des semoirs et des pulvérisateurs. Au-delà de cet impact commercial, plusieurs entreprises disposent en Ukraine et en Russie d'actifs stratégiques en danger : des hommes en premier lieu, des sites de production, des filiales commerciales, des fournisseurs clés... ;
- avec ce conflit, les **difficultés d'approvisionnements** se sont exacerbées et les plannings de production se heurtent désormais à l'imprévisibilité des livraisons, retardées, voire annulées. En conséquence de cette désorganisation, **les délais de livraison des machines agricoles se sont allongés en moyenne de onze semaines par rapport à une situation normale** (source : Enquête de conjoncture **Axema**, 17-31 janvier 2022). Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'**Axema**, et montent à 30 semaines pour les tracteurs. Sur certains sites de production, des centaines, voire des milliers de machines, sont stockées dans l'attente de pièces pour un assemblage final.

Par voie de conséquence, les distributeurs et concessionnaires sont violemment affectés par cette situation :

- les hausses des prix d'achat des matériels si elles ne sont pas répercutées en totalité aux agriculteurs, impacteront lourdement l'équilibre financier des distributeurs ;
- ces augmentations **détériorent aussi la relation de confiance entre distributeurs et agriculteurs**, construite sur le long terme et essentielle à la bonne vie des affaires ;
- les **dates de livraison non tenues** obligent les distributeurs à **trouver des solutions alternatives** complexes et coûteuses pour fournir le cas échéant aux agriculteurs du matériel d'occasion en attente de la livraison ;
- de manière plus générale, la non-livraison des matériels commandés à la date initialement prévue peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir, dans un contexte de crise alimentaire liée à la guerre en Ukraine : semer, récolter, vendanger, c'est tout une récolte qui peut être compromise.

Par ailleurs, **la valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs.**



Axema / Sedia : Hausse des prix : constructeurs et concessionnaires tirent la sonnette d'alarme

19 Avril 2022

www.grotracteurspassion.com

p. 3/3

[Visualiser l'article](#)

Tous ces impacts ne manqueront pas à court terme d'engendrer un fort recul des ventes et de désorganiser la production agricole.

Face à cette situation inédite et grave, l'ensemble de la filière, industriels, distributeurs, et agriculteurs, souhaite alerter les responsables politiques français et européens.

Ils demandent que leur soit apporté, de façon urgente, tout le soutien nécessaire pour pouvoir faire face aux enjeux alimentaires majeurs encore renforcés par la crise en Ukraine.

Crise Du tracteur à la cuverie, le prix de tous les équipements vitivinicoles s'envole

Les équipementiers n'ont d'autre choix que de passer de nouvelles augmentations aux distributeurs et vigneron. Exemple dans le domaine de l'agroéquipement et de la construction de chai.



Le matériel de réception et de pressurage de la vendange a augmenté d'environ 25%, comme les cuves inox. - crédit photo : Ingévin

L

es hausses de prix sans précédent des matières premières et de l'énergie secouent tout le secteur vitivinicole.

Dans une lettre adressée au gouvernement ce 12 avril, le Syndicat national des entreprises de services et distribution du machinisme agricole (SEDIMA) et l'association française des acteurs industriels de la filière des agroéquipements et de l'Agroenvironnement (Axema) anticipent un fort recul des ventes qui désorganisera la production agricole.

« Les prix des matières premières sont repartis dramatiquement à la hausse dès le 24 février. Les tôles en acier départ Europe du Nord se négociaient en janvier 2021 à 680 euros la tonne, puis à 950 euros début janvier 2022, pour atteindre désormais des cours à 1 800 euros la tonne, avec des pointes à 2 200 euros, indiquent les présidents des deux organismes. Les fournisseurs des industriels, eux-aussi dépendants de chaînes d'approvisionnement largement perturbées, ne sont plus en mesure de garantir prix et délais, et appliquent des hausses de prix sans préavis, à leurs clients qui sont contraints de répercuter à leur tour, en tout ou partie » .

Leur trésorerie étant critique, les équipementiers n'ont d'autre choix que de passer de nouvelles augmentations, après les +10 à +15% déjà enregistrés l'an passé.



Gros retards de livraison



Ils constatent en outre une exacerbation des difficultés d'approvisionnements. *« Les plannings de production se heurtent à l'imprévisibilité des livraisons, retardées, voire annulées. Les délais de livraison des machines agricoles se sont allongés en moyenne de 11 semaines par rapport à une situation normale »* . Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs.

« Sur certains sites de production, des centaines, voire des milliers de machines, sont stockées dans l'attente de pièces pour un assemblage final » .

Dans ce contexte, les distributeurs sont contraints de trouver des solutions alternatives complexes et coûteuses pour fournir aux agriculteurs du matériel d'occasion en attente de la livraison.

Par ailleurs, le SEDIMA et Axema regrettent que la baisse de la valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf et le déséquilibre créé dans la relation financière entre distributeurs et agriculteurs.

Les projets de construction de chai sont également mis à mal. *« La crise impacte les matériaux rentrant dans réalisation des projets vinicoles : acier, inox, béton, ou bois »* témoigne Roman Tournier, du bureau d'études Ingévin.

Eriger une cave coûte aux vigneron 20 à 25% de plus qu'avant. *« Tout ce qui concerne la réception et le pressurage de la vendange a augmenté selon les fournisseurs d'environ 25% selon leur dépendance à l'acier et aux composants électroniques. Même chose pour les cuves inox. Pour le béton, les unités de production d'air, d'azote, et de froid, la hausse est d'environ 15% »* .

Selon Ingévin, un bâtiment en charpente métallique voit son coût davantage augmenter qu'un chai plus « traditionnel » demandant des matériaux moins transformés. Le bureau d'études aide ses clients à choisir des solutions moins touchées par l'inflation, ou à diminuer les surfaces construites.

Famille du média : **Médias professionnels**
Périodicité : **Hebdomadaire**
Audience : **3100**
Sujet du média :
Agroalimentaire-Agriculture



Edition : **21 avril 2022 P.17**

Journalistes : -

Nombre de mots : **195**

p. 1/1

MACHINISME / Les constructeurs d'agroéquipements veulent être aidés

Dans une lettre ouverte au gouvernement, les constructeurs d'agroéquipement, Sedima et Axema, se déclarent « inquiets de l'escalade des difficultés auxquelles ils doivent faire face ». Les deux présidents Loïc Morel (Sedima) et Frédéric Martin (Axema) demandent aux autorités françaises et européennes « que leur soit apporté, de façon urgente, tout le soutien nécessaire pour pouvoir faire face aux enjeux alimentaires majeurs

encore renforcés par la crise en Ukraine ».

Les constructeurs pointent la flambée des prix de l'énergie et de l'acier. « Les tôles en acier

départ Europe du Nord se négocient en janvier 2021 à 680 euros la tonne, puis à 950 euros début janvier 2022, pour atteindre désormais des cours à 1.800 euros la tonne, avec des pointes à 2.200 euros », détaille le communiqué commun. Avec un approvisionnement renchéri et chaotique « les délais de livraison des machines agricoles se sont allongés en moyenne de 11 semaines par rapport à une situation normale », les trésoreries sont « mises à mal », ajoutent-ils. D'autant que la Russie et l'Ukraine qui étaient des marchés dynamiques se trouvent aujourd'hui fermés. « privant les industriels de débouchés en forte croissance ».



actu

MACHINISME Les acteurs de la filière alertent sur les conséquences des tensions sur les matières premières et les composants.

La filière redoute une « désorganisation »

■ Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent «alerter les responsables politiques français et européens» sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine. Les fédérations craignent d'abord pour leurs entreprises, à cause d'une demande en machines agricoles qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export (Ukraine, Russie). « En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€ (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de +60 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues, des semoirs et des pulvérisateurs », rapportent Axema et Sedima.

Onze semaines de retard

Les deux organisations professionnelles redoutent aussi des difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. « Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles », préviennent les fédérations. Elles craignent aussi une « désorganisation de la production agricole », en raison de



La Sédima et Axema craignent une « désorganisation de la production agricole », en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles.

l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « par rapport à une situation normale ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs ».

Selon la filière du machinisme agricole, cela « peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir ». En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion. « La valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs », détaille le courrier.

D'après Agra

Famille du média : **Médias professionnels**

Périodicité : **Hebdomadaire**

Audience : **14516**

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : **21 avril 2022 P.16**

Journalistes : **-**

Nombre de mots : **205**

p. 1/1

MACHINISME / Les constructeurs d'agroéquipements veulent être aidés

Dans une lettre ouverte au gouvernement, les constructeurs d'agroéquipement, Sedima et Axema, se déclarent « *inquiets de l'escalade des difficultés auxquelles ils doivent faire face* ». Les deux présidents Loïc Morel (Sedima) et Frédéric Martin (Axema) demandent aux autorités françaises et européennes « *que leur soit apporté, de façon urgente, tout le soutien nécessaire pour pouvoir faire face aux enjeux alimentaires majeurs encore renforcés par la crise en Ukraine* ».

Les constructeurs pointent la flambée des prix de l'énergie et de l'acier. « *Les tôles en acier départ Europe du Nord se négociaient en janvier 2021 à 680 euros la tonne, puis à 950 euros début janvier 2022, pour atteindre désormais des cours à 1 800 euros la tonne, avec des pointes à 2 200 euros* », détaille le



communiqué commun. Avec un approvisionnement renchéri et chaotique (« *les délais de livraison des machines agricoles se sont allongés en moyenne de 11 semaines par rapport à une situation normale* »), les trésoreries sont « *mises à mal* », ajoutent-ils. D'autant que la Russie et l'Ukraine qui étaient des marchés dynamiques se trouvent aujourd'hui fermés, « *privant les industriels de débouchés en forte croissance* ». ■

En bref

MACHINISME/La filière redoute une « désorganisation de la production agricole »

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent « alerter les responsables politiques français et européens » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine. Les fédérations craignent pour leurs entreprises, à cause d'une demande qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export, mais aussi de difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. Elles craignent aussi une « désorganisation de la production agricole », en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « par rapport à une situation normale ». Selon la filière du machinisme agricole, cela « peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir ». En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien

pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion.

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : N.C.

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : 22 avril 2022 P.5

Journalistes : MR

Nombre de mots : 433

MACHINES AGRICOLES Les représentants des fabricants et des distributeurs de machines agricoles alertent sur les conséquences des tensions sur les matières premières et les composants. Elles affectent lourdement leurs entreprises et pourraient « désorganiser » la production agricole.

Machinisme : la crainte d'une désorganisation de la production agricole

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'**Axema** (constructeurs) souhaitent « alerter les responsables politiques français et européens » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine.

Les fédérations craignent

d'abord pour leurs entreprises, à cause d'une demande en machines agricoles qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export (Ukraine, Russie). « En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 MEUR (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de +60 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues, des semoirs et des pulvérisateurs ». rapportent Axema et Sedima.

Onze semaines de retard

Les deux organisations professionnelles redoutent aussi des difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. « Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles », préviennent les fédérations.

Elles craignent aussi une « dés-

organisation de la production agricole », en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « par rapport à une situation normale Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs ».

Selon la filière du machinisme agricole, cela « peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes

à venir ».

En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion. « La valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs », détaille le courrier.

MR

Famille du média : Médias professionnels La France Agricole

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : 699006

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : 22 avril 2022 P.17

Journalistes : Corinne Le

Gall

Nombre de mots : 344



Constructeurs et concessionnaires

VERS UNE PÉNURIE DE MATÉRIELS ?

La filière du machinisme adresse une lettre ouverte au gouvernement pour l'interpeller sur une situation devenue intenable.

Dans une lettre ouverte adressée ce mercredi 13 avril 2022 au gouvernement français, l'Axema et le Sedima souhaitent alerter sur une situation devenue intenable pour l'ensemble de la filière. En effet, à la crise sanitaire et la flambée des matières premières s'ajoutent désormais les conséquences de la guerre en Ukraine. Les tarifs des métaux et de l'énergie battent tous les records. Les tôles en acier départ Europe du Nord se négociaient en janvier 2021 à 680 euros la tonne, puis à 950 euros au début de janvier 2022, pour atteindre désormais des cours à 1 800 euros la tonne. Pour les agriculteurs, ce phénomène va se traduire par une nouvelle augmentation des prix des matériels.

ÉNORMES DÉLAIS

« Avec le conflit, les difficultés d'approvisionnement se sont exacerbées et les plannings de production se heurtent désormais à l'imprévisibilité des livraisons, retardées, voire annulées. En conséquence de cette désorganisation, les délais de livraison des machines agricoles se sont allongés en moyenne de 11 semaines par rapport à une situation normale », selon l'enquête de conjoncture Axema, menée du 17 au 31 janvier 2022. Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des matériels, et montent à 30 semaines pour les tracteurs. Sur certains sites de production, des centaines, voire des milliers de machines, sont stockées dans l'attente de pièces pour un assemblage final.

Sur le terrain, les concessionnaires doivent remédier à l'absence de machines neuves en proposant de l'occasion. « Par ailleurs, la valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur lors d'un achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu car il utilise son ancien matériel plus longtemps que ce qui était envisagé dans le devis », précise le Sedima.

CORINNE LE GALL

Famille du média : **Médias professionnels**

Périodicité : **Hebdomadaire**

Audience : **4000**

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : **22 avril 2022 P.13**

Journalistes : **MR**

Nombre de mots : **427**

MATÉRIEL AGRICOLE - Les représentants des fabricants et des distributeurs de machines agricoles alertent sur les conséquences des tensions sur les matières premières et les composants. Elles affectent lourdement leurs entreprises et pourraient « désorganiser » la production agricole, craignent-elles.

Machinisme : la filière redoute une « désorganisation »

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent « alerter les responsables politiques français et européens » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine.

Les fédérations craignent d'abord pour leurs entreprises, à cause d'une demande en machines agricoles qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export (Ukraine, Russie). « En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€ (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de +60 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charmes, des semoirs et des pulvérisateurs », rapportent Axema et Sedima.

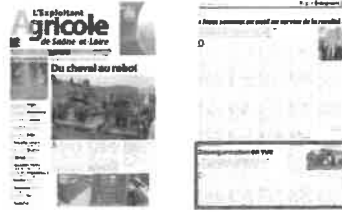
Onze semaines de retard

Les deux organisations professionnelles redoutent aussi des difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. « Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles », préviennent les fédérations. Elles craignent aussi une « désorganisation de la production agricole », en raison de l'al-

longement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « par rapport à une situation normale, ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs ». Selon la filière du machinisme agricole, cela « peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir ».

En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion. « La valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs » détaille le courrier.

MR



🔍 Machinisme

Désorganisation en vue

Les représentants des fabricants et des distributeurs de machines agricoles alertent sur les conséquences des tensions sur les matières premières et les composants. Elles affectent lourdement leurs entreprises et pourraient "désorganiser" la production agricole, craignent-elles.

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent « *alerter les responsables politiques français et européens* » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine.

Les fédérations craignent d'abord pour leurs entreprises, à cause d'une demande en machines agricoles qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export (Ukraine, Russie). « *En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€ (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de +60 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues,*

des semoirs et des pulvérisateurs », rapportent Axema et Sedima.

Onze semaines de retard

Les deux organisations professionnelles redoutent aussi des difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. « *Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les*

remboursements des PGE sont prochainement exigibles », préviennent les fédérations.

Elles craignent aussi une « désorganisation de la production agricole », en raison de l'allongement des délais de livrai-

son de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « par rapport à une situation normale Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs ». Selon la filière du machinisme agricole, cela « peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir ».



En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion. « La valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs », détaille le courrier. ■

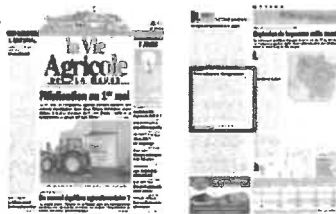
Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : 4000

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : 22 avril 2022 P.14

Journalistes : -

Nombre de mots : 200

MACHINISME

La filière redoute une «désorganisation»

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du SEDIMA (distributeurs de machines agricoles) et d'AXEMA (constructeurs) souhaitent «alerter les responsables politiques français et européens» sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine. Les fédérations craignent pour leurs entreprises, à cause d'une demande qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export, mais aussi de difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. Elles craignent aussi une «désorganisation de la production agricole», en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'AXEMA, ces délais se sont allongés en moyenne de onze semaines «par rapport à une situation normale». Selon la filière du machinisme agricole, cela «peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir». En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion.

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : N.C.

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : 22 avril 2022 P.16

Journalistes : -

Nombre de mots : 186

MACHINISME

Les constructeurs d'agroéquipements veulent être aidés

Dans une lettre ouverte au gouvernement, les constructeurs d'agroéquipement, Sedima et Axema, se déclarent *« inquiets de l'escalade des difficultés auxquelles ils doivent faire face »*. Les deux présidents Loïc Morel (SEDIMA) et Frédéric Martin (AXEMA) demandent aux autorités françaises et européennes *« que leur soit apporté, de façon urgente, tout le soutien nécessaire pour pouvoir faire face aux enjeux alimentaires majeurs encore renforcés par la crise en Ukraine »*. Les constructeurs pointent la flambée des prix de l'énergie et de l'acier. *« Les tôles en acier départ Europe du Nord se négociaient en janvier 2021 à 680 euros la tonne, puis à 950 euros début janvier 2022, pour atteindre désormais des cours à 1 800 euros la tonne, avec des pointes à 2 200 euros »*, détaille le communiqué commun. Avec un approvisionnement renchéri et chaotique (*« les délais de livraison des machines agricoles se sont allongés en moyenne de 11 semaines par rapport à une situation normale »*), les trésoreries sont *« mises à mal »*, ajoutent-ils. D'autant que la Russie et l'Ukraine qui étaient des marchés dynamiques se trouvent aujourd'hui fermés. *« privant les industriels de débouchés en forte croissance »*.

Famille du média : Médias professionnels

Périodicité : Hebdomadaire

Audience : 20000

Sujet du média :

Agroalimentaire-Agriculture



Edition : 22 avril 2022 P.5

Journalistes : M.R.

Nombre de mots : 436

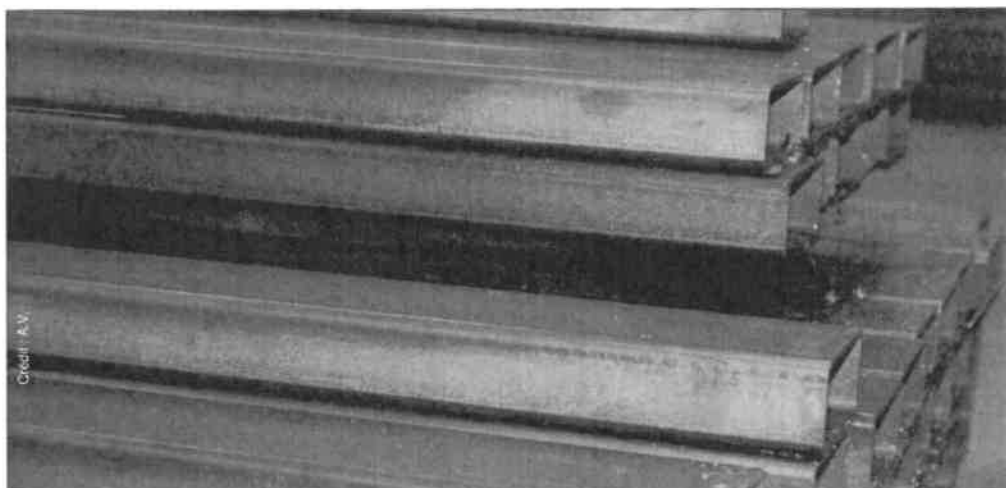
MACHINISME Les représentants des fabricants et des distributeurs de machines agricoles alertent sur les conséquences des tensions sur les matières premières et les composants. Elles affectent lourdement leurs entreprises et pourraient « désorganiser » la production agricole.

La filière redoute une « désorganisation »

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent « alerter les responsables politiques français et européens » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en

Ukraine.

Les fédérations craignent d'abord pour leurs entreprises, à cause d'une demande en machines agricoles qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export (Ukraine, Russie). « En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€ (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de +60 % par rapport à l'année précédente, principalement des trac-



L'inflation des matières premières est l'un des facteurs qui met en difficulté la filière.

teurs, des charrues, des semoirs et des pulvérisateurs », rapportent Axema et Sedima.

Onze semaines de retard

Les deux organisations professionnelles redoutent aussi des

difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. « Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les

marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles », préviennent les fédérations.

Elles craignent aussi une « désorganisation de la production agricole », en raison de l'allon-

gement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « par rapport à une situation normale ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs ». Selon la filière du machinisme agricole, cela « peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir ».

En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion. « La valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs », détaille le courrier.

M.R.

Machinisme

La filière redoute une « désorganisation de la production agricole »

Les représentants des fabricants et des distributeurs de machines agricoles alertent sur les conséquences des tensions sur les matières premières et les composants. Elles affectent lourdement leurs entreprises et pourraient « désorganiser » la production agricole, craignent-elles.

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent « alerter les responsables politiques français et européens » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine.

Les fédérations craignent d'abord pour leurs entreprises, à cause d'une demande en machines agricoles qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export (Ukraine, Russie). « En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 millions d'euros (4% des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de +60% par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues, des semoirs et des pulvérisateurs », rapportent Axema et Sedima.

Onze semaines de retard

Les deux organisations professionnelles redoutent aussi des difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. « Certaines de ces entreprises pourraient

disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles », préviennent les fédérations.

Elles craignent aussi une « désorganisation de la production agricole », en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « par rapport à une situation normale. Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs ». Selon la filière du machinisme agricole, cela « peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir ».

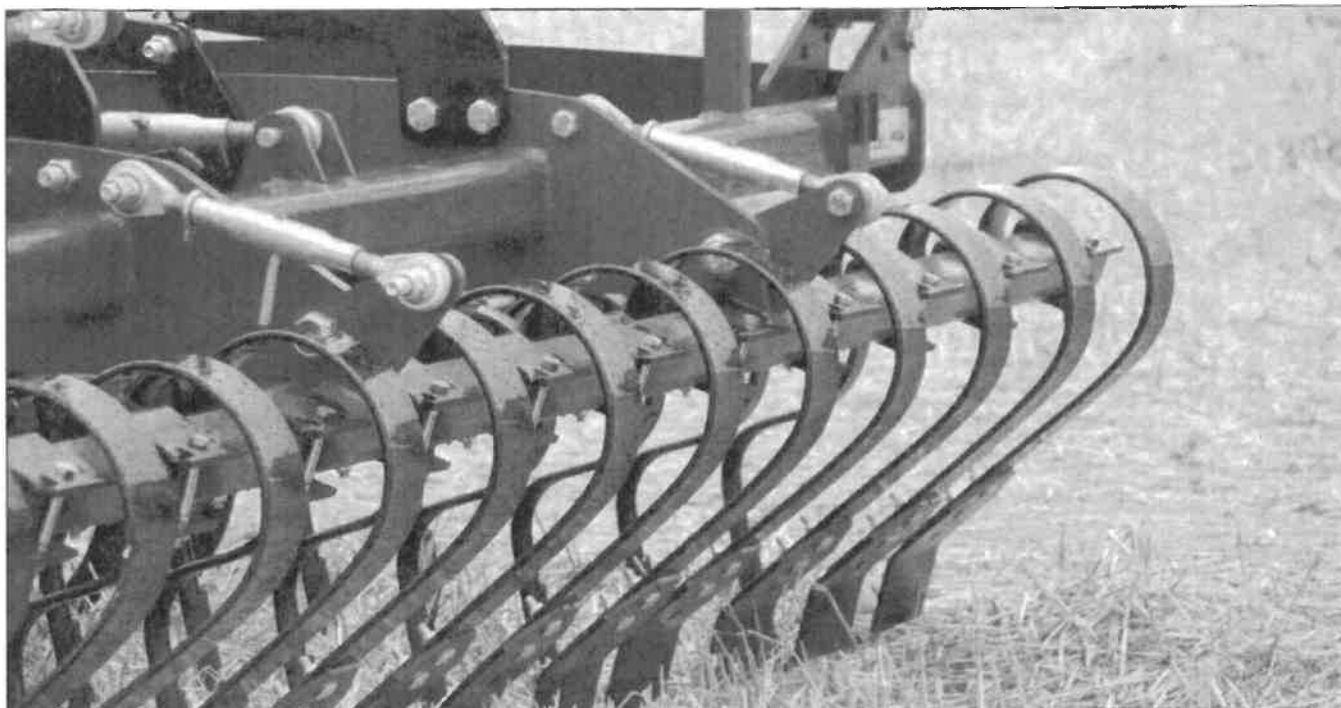
En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion. « La valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs », détaille le courrier.

La filière machinisme redoute une «désorganisation»

ÉQUIPEMENT

Les représentants des fabricants et des distributeurs de machines agricoles alertent sur les conséquences des tensions sur les matières premières et les composants. Elles affectent lourdement leurs entreprises et pourraient «désorganiser» la production agricole, craignent-elles.

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent «alerter les responsables politiques français et européens» sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine. Les fédérations craignent d'abord pour leurs entreprises, à cause d'une demande en machines agricoles qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export (Ukraine, Russie). «En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€ (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de 60 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues, des semoirs



En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour un montant de 166 M€.

et des pulvérisateurs», rapportent Axema et Sedima.

Onze semaines de retard

Les deux organisations professionnelles redoutent aussi des difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. «Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles», préviennent les fédérations.

Elles craignent aussi une «désorganisation de la production agricole», en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de onze semaines «par rapport à une

situation normale, ils sont actuellement de dix-neuf semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à trente semaines pour les tracteurs». Selon la filière du machinisme agricole, cela «peut mettre en péril la bonne

exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir». En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion. «La

valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs», détaille le courrier.

M. R.

Une aide à l'acquisition de matériels innovants

FranceAgriMer vient d'ouvrir un programme d'aide visant à réduire l'utilisation d'intrants (produits phytosanitaires, fertilisants) à travers l'acquisition de «matériels connectés et innovants». Cette mesure est la première vague prise dans le cadre du programme France 2030, sous l'intitulé «équipements pour la troisième révolution agricole». L'enveloppe nationale est, à date, de 20 millions d'euros. Est notamment proposé un soutien à hauteur de 20 % pour l'achat d'épandeurs munis d'un outil de guidage, de drones de télédétection, et autres (voir la liste en annexe 1 du lien ci-dessus), un soutien à hauteur de

30 % pour l'achat de stations météo connectées et OAD associés, de semoirs pour semis sous couvert, et autres (voir annexe 2), un soutien à hauteur de 40 % pour l'achat de robots autonomes de désherbage et autres (voir annexe 3). Ces taux sont augmentés de 10 points pour les JA. Le montant minimum des dépenses présentées dans la demande d'aide est de 2 000 € HT par exploitation agricole, et le montant maximum est de 40 000 € HT. Un devis détaillé et chiffre de l'investissement doit être adressé avec la demande. La procédure est déjà ouverte et durera jusqu'au 31 décembre 2023.



FRANCE

MACHINISME

Des craintes pour la production agricole

> Les représentants du secteur des machines agricoles alertent sur les conséquences des tensions sur les matières premières et les composants. Elles affectent lourdement leurs entreprises et pourraient « désorganiser » la production agricole.

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent « alerter les responsables politiques français et européens » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine.

Les fédérations craignent d'abord pour leurs entreprises, à cause d'une demande en machines agricoles qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export (Ukraine, Russie). « En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€ (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de +60 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues, des semoirs et des pulvérisateurs », rapportent



Credit photo : G. Souerme

Les distributeurs et les constructeurs évoquent les effets conjoints des hausses des coûts des matières premières, des difficultés d'approvisionnement sur certains composants et sur la fermeture de certains débouchés du fait de la guerre en Ukraine.

Axema et Sedima.

Onze semaines de retard

Les deux organisations professionnelles redoutent aussi des difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient

pas à répercuter ces hausses. « Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles »,

préviennent les fédérations. Elles craignent aussi une « désorganisation de la production agricole », en raison de l'allon-

gement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « par rapport à une situation normale Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne, pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs ». Selon la filière du machinisme agricole, cela « peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir ». En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion. « La valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs », détaille le courrier.

MATHIEU ROBERT

La filière redoute une « désorganisation de la production agricole »

Les représentants des fabricants et des distributeurs de machines agricoles alertent sur les conséquences des tensions sur les matières premières et les composants. Elles affectent lourdement leurs entreprises et pourraient « désorganiser » la production agricole, craignent-elles.



En Saône-et-Loire et aux alentours, plusieurs constructeurs et concessionnaires nous ont également fait part de leurs difficultés, invitant à la patience pour les livraisons de matériel neuf lorsqu'il n'est plus en stock. Des craintes se font jour également du côté des pièces détachées à l'heure des travaux de saison sollicitant plus fortement tout le parc matériel.

Dans une lettre ouverte commune adressée le 13 avril au gouvernement, les présidents du Sedima (distributeurs de machines agricoles) et d'Axema (constructeurs) souhaitent « alerter les responsables politiques français et européens » sur les effets combinés de l'inflation des matières premières (acier, énergie), de difficultés d'approvisionnement en certains composants et de la fermeture de débouchés liés à la guerre en Ukraine.

Les fédérations craignent d'abord pour leurs entreprises, à cause d'une demande en machines agricoles qui pourrait être réduite par l'inflation et la fermeture de marchés à l'export (Ukraine, Russie). « En 2021, les industriels ont exporté en Russie et en Ukraine des matériels pour une valeur totale de 166 M€ (4 % des exportations françaises de matériel agricole), en hausse de +60 % par rapport à l'année précédente, principalement des tracteurs, des charrues, des semoirs et des pulvérisateurs », rapportent Axema et Sedima.

Onze semaines de retard

Les deux organisations professionnelles redoutent aussi des difficultés de trésorerie chez les distributeurs qui ne réussiraient pas à répercuter ces hausses. « *Certaines de ces entreprises pourraient disparaître du fait de cette tension sur les liquidités, qui s'ajoute à la tension sur les marges, et alors que les remboursements des PGE sont prochainement exigibles* », préviennent les fédérations.

Elles craignent aussi une « *désorganisation de la production agricole* », en raison de l'allongement des délais de livraison de machines agricoles. Selon une enquête d'Axema, ces délais se sont allongés en moyenne de 11 semaines « *par rapport à une situation normale. Ils sont actuellement de 19 semaines en moyenne pour l'ensemble des entreprises adhérentes d'Axema, et montent à 30 semaines pour les tracteurs* ». Selon la filière du machinisme agricole, cela « *peut mettre en péril la bonne exécution du travail de la saison et hypothéquer les récoltes à venir* ».

En dernier lieu, les deux fédérations craignent une détérioration des relations entre distributeurs et agriculteurs, aussi bien pour la vente de matériel neuf que la reprise de matériel d'occasion. « *La valeur vénale du matériel repris à l'agriculteur dans le cadre de son achat de matériel neuf est forcément plus basse que prévu et déséquilibre la relation financière entre distributeurs et agriculteurs* », détaille le courrier.



Famille du média : **Médias professionnels**
Audience : **42304**
Sujet du média : **Agroalimentaire-Agriculture**

25 Avril 2022
Journalistes : **Pascal**
Bordeau
Nombre de mots : **3642**

www.entraid.com

p. 1/3

[Visualiser l'article](#)

Grosses inquiétudes sur les ventes de matériels

Les distributeurs de matériels agricoles du Sedima se préparent à des temps difficiles. Dans le même temps, ils cherchent à encore mieux servir leurs clients.



Loïc Morel, président du Sedima, regrette que la conjoncture mène à des tensions avec les clients.

Les distributeurs de matériels agricoles réunis au sein du Sedima tenaient début avril leur assemblée générale sous le signe de l'inquiétude. Ils ont réalisé une bonne année 2021, les deux-tiers d'entre eux affichant une moyenne de 9% de hausse de leur chiffre d'affaires. Mais déjà en début 2022, les difficultés ont commencé, avec un fort allongement des délais de livraison et une hausse marquée des prix. La guerre en Ukraine n'a fait qu'exacerber le phénomène. Les adhérents du Sedima se sentent coincés entre leurs fournisseurs, et leurs clients agriculteurs qui souhaitent investir mais à des prix raisonnables et dans des délais connus.

Risque de désorganisation

D'ailleurs, toute la filière s'est exprimée quelques jours plus tard, le Sedima conjointement avec Axema, qui représente pour sa part les constructeurs et importateurs. Ces acteurs craignent «un fort recul des ventes», qui «désorganisera la production agricole».

Quelques chiffres. Le prix de la tôle d'acier est passé de 680€/t début 2021 à 1.800€/t et plus en ce printemps 2022. D'autre part, avec la pénurie de composants, les délais de livraison des matériels agricoles atteignent aujourd'hui une moyenne de 19 semaines. Et même 30 pour les tracteurs.

Enfin, en 2021, la Russie et l'Ukraine représentaient 4% des exportations françaises de la filière. Un débouché en hausse de 60% par rapport à 2020 et sur lequel il est douloureux de faire une croix.

Famille du média : **PQN**

(Quotidiens nationaux)

Périodicité : **Quotidienne**

Audience : **1613000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition : **25 avril 2022 P.5**

Journalistes : **MARIE VISOT**

Nombre de mots : **516**

L'ÉVÉNEMENT

Rebâtir une industrie tricolore stratégique

MARIE VISOT [Marie Visot](#)

LA CRISE SANITAIRE a mis en lumière une réalité : pour de nombreux produits, la France est dépendante d'une production qui se fait à l'étranger et que le pays doit importer. Les masques d'abord, puis le paracétamol, ont été des révélateurs, loin d'être anecdotiques, de l'ampleur du phénomène. Le sujet n'était pas nouveau. Le diagnostic, faisant état d'une industrie pesant 23 % de la richesse produite dans le pays au début des années 1980 à 13 % aujourd'hui, est connu. François Hollande a d'ailleurs cherché à améliorer la compétitivité des entreprises avec le CICE. Emmanuel Macron a poursuivi le mouvement, en créant un contexte plus favorable à leur développement, via notamment la baisse des impôts de production.

Mais les années Covid ont accéléré la volonté de réindustrialisation. En France, mais aussi en Europe. Fin 2020, le sujet se retrouvait au cœur d'un sommet des chefs d'État sur l'autonomie stratégique pour rendre l'Union européenne plus souveraine. L'internet des objets, l'hydrogène, la défense, le secteur spatial, les microprocesseurs, les réseaux sécurisés, les données et l'intelligence artificielle sont autant de secteurs ciblés, pouvant ainsi bénéficier des fonds du plan de relance européen. Pour l'Hexagone, cela représente 40 milliards d'euros sur l'enveloppe de 100 milliards de son plan de relance.

Produire plus

Emmanuel Macron, qui reconnaît la situation extrêmement dégradée de notre balance commerciale (son déficit a atteint 84 milliards d'euros en 2021), veut aller plus loin. Plus question de voir la France continuer à perdre des parts de marché à l'international et, en plus, de dépendre de l'étranger pour certains produits stratégi-

ques de la chaîne de valeur. Le président prévoit ainsi de poursuivre sa politique fiscale, via la suppression de la CVAE. C'est également à cet escient qu'Emmanuel Macron a lancé, en octobre dernier, le programme France 2030 doté de 34 milliards d'euros sur cinq ans : « la réponse aux grands défis de notre temps, en particulier la transition écologique, à travers un plan d'investissement massif pour faire émerger les futurs champions de demain », selon l'expression officielle. Il s'agit surtout de reprendre la main sur la production en France, de développer la compétitivité industrielle et les technologies d'avenir - en misant notamment sur l'hydrogène vert, sur l'alimentation ou encore sur 20 biomédicaments.

L'enjeu est aussi de regagner en souveraineté énergétique. La guerre lancée par la Russie en Ukraine le rappelle cruellement et ne fait que renforcer cet impératif pour le président réélu. En déplacement à Belfort, juste avant de se déclarer candidat, Emmanuel Macron avait d'ailleurs insisté sur la nécessité de « reprendre en main notre destin énergétique et donc industriel ». Ce qui passe, disait-il, par « la renaissance du nucléaire français ».

La « force de notre modèle social si pertinent pendant la crise n'est possible qu'en produisant », estimait-il encore. En produisant davantage donc... ■

13 %
du PIB

Part de l'industrie dans la richesse nationale, soit 10 points de moins en quarante ans